

Budget, ministre des Finances, dette : des idées à foison pour la zone euro

UE La Commission a présenté sa « note de réflexion » sur l'avenir de la zone euro

► Le document de la Commission s'inscrit dans une vaste réflexion sur l'avenir de l'Europe.
► Où l'on parle plus que jamais de faire converger les économies de l'eurozone.

Budget propre, « actifs sans risque » pour ne pas parler d'euro-obligations, Trésor européen piloté par un véritable ministre des Finances européens... Toutes ces idées qui flottent dans l'air et sont remises sur la table depuis des années pour améliorer le fonctionnement de la zone euro, figurent dans la trentaine de pages d'une « note de réflexion » sur l'avenir de l'Union économique et monétaire présentée mercredi par la Commission européenne. L'enjeu, tel qu'expliqué par le commissaire aux Affaires économiques et financières Pierre Moscovici : « *Le statu quo n'est plus une option* ». Alors que la reprise économique reste fragile

et inégale, le maître-mot doit être désormais la convergence, soutient M. Moscovici, sous peine de voir « *une zone euro fonctionner à deux vitesses* », et « *l'interrogation renaître sur l'euro lui-même* ».

La Commission propose dans sa « note de réflexion » une feuille de route en deux volets pour l'achèvement de l'UEM. La première période, d'aujourd'hui à 2019, devrait être consacrée à l'achèvement de « l'union financière », nouvelle dénomination qui recouvre l'union bancaire et le marché des capitaux. Cette

période devrait être mise à profit aussi pour renforcer la convergence économique et sociale, notamment par une coordination toujours plus forte des politiques économiques des 19 membres de l'eurozone. L'achèvement de l'union bancaire, faut-il rappeler, est une rengaine qu'on entend depuis la fin de la crise financière : elle attend encore la mise en place d'un Fonds d'assurance européens des dépôts, mais aussi d'un mécanisme de financement du Fonds de résolution des faillites bancaires.

Celui-ci existe déjà, mais est sous-financé : en cas de défaut d'une banque dite systémique, on sait que ce sera l'Etat d'origine qui devra venir à son secours, avec tous les risques d'affaiblissement de sa dette souveraine. Ce à quoi l'union bancaire est précisément censée mettre fin...

Les vraies nouveautés devraient être mises en route dans la période 2020-2025, suggère la Commission. Au nombre d'entre elles : **La création d'un « actif sans risque européen »**. À la différence des Etats-Unis qui émettent leurs bons du Trésor américain, l'UEM qui présente une taille similaire au marché américain n'offre pas d'actif comparable, chaque Etat membre émettant ses propres obligations, avec forcément des profils de risque très hétéro-

gènes. Un « actif sans risque » – la Commission évite ici le terme d'eurobond qui fait... bondir ses opposants nordiques –

« *pourrait procurer de nombreux avantages aux marchés financiers et à l'économie européenne* ».

Notamment en diversifiant les actifs détenus par les banques, ce qui aurait pour effet de « *remédier à l'interdépendance entre les banques et les*

Etats ».

Renforcement de la convergence économique et sociale. Le moyen en serait de rendre les politiques de coordination plus contraignantes, sur base de normes convenues de commun accord. Mais la Commission formalise ici un nouveau concept : celui de lier l'attribution des fonds européens aux réformes nationales. Problème, toutefois : le budget de l'UE, qui ne représente que 1% du Produit intérieur brut de toute l'UE, dispose de « *propriétés de stabilisation limitées* »...

D'où l'idée de créer ce que la Commission appelle un « mécanisme de stabilisation macroéconomique ». Cet outil de stabilisation – financé par des contributions des Etats, un impôt spécifique, voire une capacité d'emprunt – pourrait remplir deux objectifs : soutenir l'investissement public en cas de ralentissement économique, ou encore créer un régime d'assurance chômage européen. Mais la

Commission rappelle que le débat sur un véritable « budget propre de la zone euro » va bien au-delà de simples mécanismes pour atténuer les chocs, et pourrait servir à plus long terme d'outil de convergence – vers le haut, forcément – des économies européennes.

Un Trésor européen avec un ministre des Finances. En termes de gouvernance et de responsabilité démocratique, la Commission propose la création d'un Trésor de la zone euro. (À ne pas confondre avec le budget). Il s'agirait ici de regrouper toutes

les tâches de surveillance économique et budgétaire de la zone euro, la gestion de l'éventuelle « capacité budgétaire », du mécanisme de stabilisation macroéconomique (ou du « budget de la zone euro »), voire même la tutelle sur un Fonds monétaire européen, dont l'objectif irait au-delà des plans de sauvetage menés par le Mécanisme européen de stabilité actuel. Le responsable de ce Trésor ne serait autre qu'un « ministre des Finances de la zone euro », lequel cumulerait sa fonction au sein de la Commission européenne avec la présidence de l'Eurogroupe (ministres des Finances de la zone euro) et de l'Ecofin (ministres des Finances de l'UE). Mais c'est l'Eurogroupe qui prendrait les décisions, précise quand même la Commission, chaque ministre des Finances étant responsable devant son propre parlement national. Une proposition qui est un serpent de mer, régulièrement relancé, et dernièrement par le nouveau président français Emmanuel Macron. ■

JUREK KUCZKIEWICZ



COMMENTAIRE

JUREK KUCZKIEWICZ

**EN ATTENDANT
L'ALLEMAGNE...**

Depuis sa création, l'euro est un paradoxe. Instrument monétaire et donc économique, il a été voulu et décidé principalement comme outil d'intégration politique de l'Europe. Cet objectif éminemment politique a pris l'avantage, aux moments cruciaux de l'édification de la zone euro, sur les considérations économiques : on a créé une monnaie en la privant de gouvernance économique et budgétaire. On en a vu les conséquences lors de la crise financière : on a évité de justesse l'effondrement. Depuis, le paradoxe initial s'est

inversé. On a découvert que l'intégration économique - par la convergence des différentes économies et donc des politiques économiques - est non seulement indispensable, mais que ce but ne peut-être atteint que via de nouveaux transferts de souveraineté, donc par une intégration politique. Nouveau paradoxe : l'euro, l'une des plus merveilleuses inventions de l'Europe, a commencé à être associé aux politiques d'austérité mises en œuvre par des pouvoirs difficilement identifiables tels l'Eurogroupe, ou beaucoup trop identifiables et accusables, telle l'Allemagne. Dernier paradoxe enfin : l'instrument de prospérité ne fait actuellement pas ses preuves : les pays européens qui n'ont pas l'euro connaissent des taux de croissance supérieurs. Pierre Moscovici, le commissaire

européen aux Affaires économiques et financières, a raison lorsqu'il affirme que les risques (reprise trop fragile, zone euro qui fonctionnerait à plusieurs vitesses, et donc retour des questionnements existentiels sur l'euro lui-même) sont trop importants pour ne pas profiter de la fenêtre d'opportunité qui s'est ouverte avec la timide embellie pro-européenne qu'on observe depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Le document de réflexion de la Commission liste les idées qui pourraient permettre à la zone euro à la fois de devenir une aire de croissance et de convergence, et de mieux organiser l'extraordinaire transfert de souveraineté qui s'est produit depuis quelques années. La zone euro avancera-t-elle dans la direction tracée par la Commission, celle d'un budget et d'un

endettement partiellement communs, et d'une structure politique qui aura encore plus d'autorité sur les autorités nationales ? La réponse se trouve à Berlin. Car à supposer que tous les autres États de la zone euro restent sur la ligne de la rigueur budgétaire devenue la norme, ce ne sera que lorsque l'Allemagne décidera de commencer à partager (et donc sacrifier) un peu de son pouvoir et de sa puissance économique, que la zone euro, donc l'Union européenne, pourra commencer à tourner rond. Encore quelques mois à attendre, jusqu'après les élections allemandes de septembre...